

**Comores - Déclaration conjointe de
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
et de M. Mohamed el-Amine Souef,
ministre comorien des affaires
étrangères et de la coopération
internationale**

(Paris, 06 novembre 2018)

Attachées à la densité et à la qualité des liens qui les unissent, la France et les Comores, souhaitent travailler conjointement à l'amélioration durable des conditions de vie et de la sécurité des ressortissants de leurs deux pays, faciliter des migrations légales et maîtrisées, lutter contre les trafics d'êtres humains et traiter les causes profondes des migrations qui affectent les équilibres économiques et sociaux de la région.

Des décisions et des engagements réciproques en matière de lutte contre les mouvements de populations non maîtrisés et de sauvegarde des vies humaines en mer, ainsi qu'en matière de développement, accompagneront ultérieurement dans la durée la levée ce jour des mesures prises par les Comores par arrêté et note circulaire du 21 mars 2018 sur les réadmissions et des mesures prises par la France par décision interministérielle du 29 mars 2018 et du 4 mai 2018 sur les visas.

La France et les Comores tiennent à affirmer leur volonté d'engager, ensemble, une nouvelle dynamique de partenariat.

Afin d'atteindre cet objectif, à l'issue d'un dialogue régulier et nourri, et en concertation avec les élus mahorais, les autorités françaises et comoriennes sont convenues :

1 : d'engager des actions en faveur de la sécurité maritime et la sauvegarde des vies humaines en mer en luttant contre les trafiquants d'êtres humains entre les îles de l'archipel et en apportant aux garde-côtes comoriens un appui matériel et humain notamment à travers des actions de formation ;

2 : d'oeuvrer en faveur d'une gestion concertée et rationnelle de la circulation des personnes et d'un contrôle des mouvements de population non-maîtrisés entre les différentes îles, et de convenir d'un cadre propice à une circulation régulière des personnes en toute sécurité ;

3 : de relancer, sur de nouvelles bases et selon des modalités adaptées, la coopération bilatérale entre la France et les Comores avec un projet ambitieux de développement axé, entre autres, sur la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, l'éducation, l'emploi, l'agriculture et la santé ;

4 : de signer dans ce dernier domaine un accord intergouvernemental permettant une refonte de la coopération sanitaire sur la base des travaux menés par la mission de Mme Voynet et de Monsieur Renouf, mandatée par le Premier ministre français ;

5 : de mettre en place un Comité de pilotage franco-comorien de haut-niveau auquel seront associés des élus mahorais afin d'assurer le suivi de l'ensemble de ces engagements.

Ces différentes mesures seront détaillées dans un document-cadre signé par les deux Etats avant la fin du mois de novembre 2018./.